

## **Déclaration Intersyndicale FSU, Sud, FO, Sgen, Unsa**

### **CTSD du 9 novembre 2018**

Le gouvernement a présenté pour le budget de l'Etat 2019 la suppression de 1800 postes dans l'éducation nationale avec 2650 suppressions pour le second degré alors que 32000 élèves supplémentaires sont attendus en 2019 dans les lycées et les collèges.

Le gouvernement renoue ainsi avec les logiques du quinquennat Sarkozy qui avaient profondément déstabilisé le service public d'éducation et montre que l'Éducation n'est pas sa priorité, contrairement à ce qu'il affirme.

Car les 2 650 suppressions de postes en annoncent d'autres. L'Éducation nationale, et le second degré tout particulièrement, seront les principaux contributeurs aux 50000 suppressions d'emplois de fonctionnaires de l'État prévues dans les années qui viennent.

Dans ce contexte, la réforme du lycée, la fusion académique, les fermetures des CIO dévoilent leur caractère austéritaire. Elles aggraveront nos conditions de travail déjà très dégradées.

Les personnels de l'éducation nationale et leurs organisations syndicales sont résolues à ne pas accepter ces suppressions de postes. Cela n'est pas compatible avec l'ambition d'un enseignement de qualité et d'une plus grande égalité de réussite, ni d'une bonne administration du système éducatif.

Nous le montrerons par notre mobilisation du lundi 12 novembre et tenons à être reçu pour exposer nos doléances dans ce cadre à l'Inspection académique.